

## Actualité fiscale - Nos sélections au 9 août 2012

### Articles

1.	Droits d'enregistrement : Cession du terrain au preneur d'un bail à construction (Cass. com., 12/06/12, n° 11-18.978, DGFIP c/ Sté Arc, en jurisprudence), FR n° 34 du 3 août 2012, § 1.
2.	La directive fusion est-elle contraire à la liberté d'établissement ?, par Dominique Villemot, FR n° 34 du 3 août 2012, § 10.
3.	TVA immobilière : à quoi sert l'option de l'article 261, 5 du CGI ?, par Pierre Fernoux, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, pp. 715-723.
4.	De l'apport-cession à la cession-remploi : une analyse comparée des dispositifs issus des articles 150-0B et 150-0D bis du CGI, par Bruno Pays, BIM n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, pp. 261-266.
5.	Modification du règlement général de l'AMF, BRDA n° 14 du 30 juillet 2012, § 28.
6.	Le trading haute fréquence sera taxé en dessous d'une demi-seconde, par O. Pinaud, L'Agefi Quotidien du 8 août 2012.
7.	Les héritiers de résidents suisses seront taxés en France, par M. Maurisse, lefigaro.fr du 7 août 2012.
8.	La Suisse et la Grèce font un pas de plus vers la coopération fiscale, Les Echos du 3 août 2012.

### Jurisprudence

9.	Arrêt de la cour de cassation du 12 juin 2012, n° 11-18.978, DGFIP c/ Sté Arc Droits d'enregistrement : Cession du terrain au preneur d'un bail à construction, site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
10.	Jugement du TA Cergy-Pontoise 28 mars 2012 n° 0802180, 2 <sup>e</sup> ch., SA PPR : Les sommes perçues en exécution d'une clause de garantie de passif constituent un produit imposable, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 816.
11.	Arrêt du CE 16 novembre 2011 n° 326913, 3 <sup>e</sup> s.-s., Ministre du budget c/ Sté Fralsen holding : Les pertes liées aux avances à une filiale non solvable constituent un acte anormal de gestion, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 820. <a href="#">Document à télécharger...</a>
12.	Arrêt du CE 4 juin 2012 n° 350003, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., min. c/ Sté Old Town : Renoncer à faire usage d'une clause de renégociation d'un prêt peut relever d'une gestion anormale, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, §

	821. <a href="#">Document à télécharger...</a>
13.	Avis CE Sect. des finances 24 mai 2011 n° 385088 : Le critère de carence manifeste des dirigeants est limité aux détournements commis par un salarié, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 822.
14.	Arrêt de la CAA Paris 22 mars 2012 n° 10PA01140, 5 <sup>e</sup> ch., Ministre du budget c/ Sté Caixa Geral de Depositos : Une banque étrangère est libre de choisir le mode de financement de sa succursale française, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 824. <a href="#">Document à télécharger...</a>
15.	Jugement du TA Montreuil 24 février 2012 n° 1102195, 10 <sup>e</sup> ch., Société Circle Printers Luxembourg : TVA - Preuve de l'envoi des factures dans la procédure de remboursement de la TVA aux assujettis communautaires, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 825.
16.	Arrêt du CE 30 mai 2012 n° 340485, 3 <sup>e</sup> et 8 <sup>e</sup> s.-s., min. c/ Sté Tipiak : Intégration fiscale - Société tête de groupe redressée sur ses résultats propres : saisine de la commission départementale, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 828.
17.	Arrêt du CE 21 mai 2012 n° 326755, 9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> s.-s., Cazottes : Fusions - L'écart de réévaluation des actifs de la société confondue vient en diminution du mali déductible, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 829. <a href="#">Document à télécharger...</a>
18.	Arrêt de la Cass. com. 15 mai 2012 n° 11-17.972 (n° 525 F-PB), Directeur général des finances publiques c/ Sté Bruijnse expert-comptable : Caractère complet et autonome d'une branche d'activité malgré l'absence d'apport des créances clients, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 830. <a href="#">Document à télécharger...</a>
19.	Arrêt du CE 16 mai 2012 n° 325370, 10 <sup>e</sup> et 9 <sup>e</sup> s.-s., Sté GDF Suez Energie Services : L'apport de parts d'un GIE peut être assimilable à l'apport d'une branche complète d'activité, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 831.
20.	Arrêt du CE 4 mai 2012 n° 338501, 3 <sup>e</sup> et 8 <sup>e</sup> s.-s., Hamet : Requalification de plus-values sur titres en revenus distribués sur le terrain de l'abus de droit, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 833 et 855. <a href="#">Document à télécharger...</a>
21.	Jugement du TA Montreuil 16 décembre 2011 n° 1007855, 10 <sup>e</sup> ch., de Galbert : Une plus-value n'est pas taxable lorsque à l'expiration du report le cédant est domicilié en Belgique, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 835 et RJF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 816.
22.	Arrêt de la CAA Paris 12 janvier 2012 n° 09PA07116, 9 <sup>e</sup> ch., Rodriguez : Transfert du domicile fiscal hors de France jusqu'en 2004 - Compatibilité de l'article 167 bis du CGI avec l'article 1 <sup>er</sup> du premier protocole additionnel CEDH, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 836.
23.	Arrêt de la CAA Lyon 5 avril 2012 n° 11LY01863, 5 <sup>e</sup> ch., Caron : Déduction de la TVA sur marge refusée pour défaut de certaines mentions dans l'acte, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 841.
24.	Arrêt de la CAA Paris 12 janvier 2012 n° 10PA00540, 9 <sup>e</sup> ch., Picart : Les prélèvements sociaux s'appliquaient aux plus-values latentes soumises à l'exit tax jusqu'en 2004, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 848.
25.	Arrêt du CE 10 mai 2012 n° 329693, 9 <sup>e</sup> et 10 <sup>e</sup> s.-s., Dupuis Bardinal : Procédure de l'abus de droit fiscal - Le fait générateur rattaché à la date de l'opération et non à celle de l'acte écarté, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012,

	§ 856.
26.	Arrêt de la CAA Versailles 27 mars 2012 n° 10VE01171, 1 <sup>er</sup> ch., Sté Nestlé Entreprises : Transfert indirect de bénéfices à l'étranger : minoration des prix de vente à une filiale étrangère, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 861.
27.	Arrêt de la Cass. com. 3 mai 2012 n° 11-14.008 (n° 486 FS-PB), Sté Alexandre Holding : Droit de visite et de saisie - Le secret professionnel de l'avocat ne couvre pas seulement les pièces liées à sa mission de défense, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 862.
28.	Arrêt de la CAA Lyon 27 mars 2012 n° 10LY00778, 2 <sup>e</sup> ch., Casta : Convention fiscale France-Espagne du 10 octobre 1995 - Litiges nés de la mise en oeuvre de l'assistance au recouvrement : compétence de l'Etat requis, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 873.
29.	Jugement du TA Montreuil 24 février 2012 n° 1008306, 10 <sup>e</sup> ch., Sté Off The Beaten Path LLC : Convention France-Etats-Unis du 31 août 1994 - Les revenus réputés distribués par l'article 115 quinquies du CGI ne peuvent être imposés en France, BF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 874 et RJF n° 8-9/12 d'août/septembre 2012, § 818.

## Législation française

30.	Décret n° 2012-956 du 6 août 2012 relatif aux modalités de déclaration par les redevables et de collecte par le dépositaire central de la taxe sur les transactions financières, JORF du 7 août 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>
31.	Décret n° 2012-957 du 6 août 2012 relatif à la taxe sur les opérations à haute fréquence sur titre de capital, JORF du 7 août 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>

## Fiscalité internationale et communautaire

32.	La Commission lance une consultation sur les entraves fiscales aux investissements transfrontaliers de capital-risque, Communiqué de presse de la Commission européenne du 3 août 2012, Site Europa. <a href="#">Document à télécharger...</a> <a href="#">Document de consultation à télécharger...</a>
33.	Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne un mécanisme de réaction rapide contre la fraude à la TVA, Site du Conseil de l'UE, le 31 juillet 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>

## B.O.I

34.	7 D-1-12 n° 62 du 4 août 2012 : Droits d'enregistrement. Mutations à titre onéreux de meubles. Cessions de droits sociaux. <a href="#">Document à télécharger...</a>
-----	--